

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 mars 2010

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, janvier 2010

2

Les municipalités ont délivré pour 5,7 milliards de dollars de permis de bâtir en janvier, en baisse de 4,9 % par rapport à décembre. Cette valeur est toutefois demeurée plus élevée de 32,7 % par rapport à janvier 2009. La diminution observée de décembre à janvier est attribuable à une importante baisse des intentions de construction dans le secteur non résidentiel.

Indices de prix des services de comptabilité, 2008

7

Données administratives longitudinales, 1982 à 2007

7

Nouveaux produits et études

8

Fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD) du Recensement de 2006 - Fichier des particuliers

Le *Fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD) du Recensement de 2006 - Fichier des particuliers* est maintenant offert. Ce FMGD fournit un accès unique à des données non agrégées et anonymes recueillies auprès d'un échantillon de 2,7 % de la population dénombrée au cours du recensement. Il représente une base complète de données sociales, démographiques et économiques sur le Canada et ses habitants, et comprend une quantité appréciable de caractéristiques sur la population. Pour assurer l'anonymat des répondants, seuls les identificateurs géographiques des provinces, des territoires et des grandes régions métropolitaines sont fournis.

Ce produit, offert sur DVD-ROM, contient le fichier de données (en formats ASCII et Beyond 20/20), la documentation de l'utilisateur et les programmes (codes sources) SAS et SPSS pour permettre de lire l'ensemble des enregistrements.

Le *Fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD) du Recensement de 2006 - Fichier des particuliers* (95M0028X, 1 115 \$) est maintenant offert.

Pour commander un exemplaire ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Centre de contact national en composant sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), Division des services consultatifs.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Communiqués

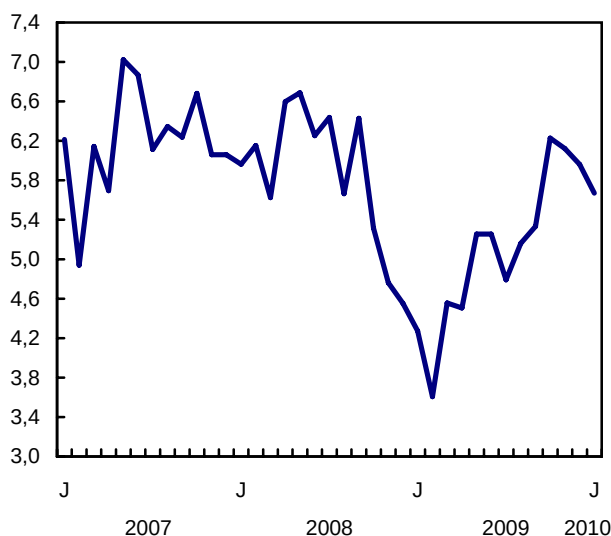
Permis de bâtir

Janvier 2010

Les municipalités ont délivré pour 5,7 milliards de dollars de permis de bâtir en janvier, en baisse de 4,9 % par rapport à décembre. Cette valeur est toutefois demeurée plus élevée de 32,7 % par rapport à janvier 2009. La diminution observée de décembre à janvier est attribuable à une importante baisse des intentions de construction dans le secteur non résidentiel.

Valeur totale des permis

milliards de dollars



Dans le secteur non résidentiel, les entrepreneurs ont pris pour 1,7 milliard de dollars de permis en janvier, en baisse de 21,0 % par rapport à décembre. Cette baisse s'explique principalement par la diminution survenue dans la composante commerciale. Le niveau affiché en janvier dans le secteur non résidentiel a diminué de 25,1 % par rapport au même mois en 2009.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis a progressé de 4,1 % pour atteindre 4,0 milliards de dollars, ce qui représentait près de deux fois la valeur enregistrée en janvier 2009. Une augmentation de la valeur des permis des logements unifamiliaux de décembre à janvier a plus que compensé une baisse des logements multifamiliaux.

Note aux lecteurs

À moins d'indication contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction.

Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données provisoires sont fournies pour le mois de référence en cours.

À partir du présent communiqué, les ajustements saisonniers ont été révisés afin de tenir compte des données les plus récentes. Des données mensuelles désaisonnalisées révisées pour chaque mois au cours des trois dernières années sont diffusées en même temps que les révisions annuelles aux données non désaisonnalisées.

La valeur totale des intentions de construction a diminué dans cinq provinces et deux territoires en janvier, en particulier en Alberta et en Colombie-Britannique.

Secteur résidentiel : hausse des intentions des permis de construction de logements unifamiliaux

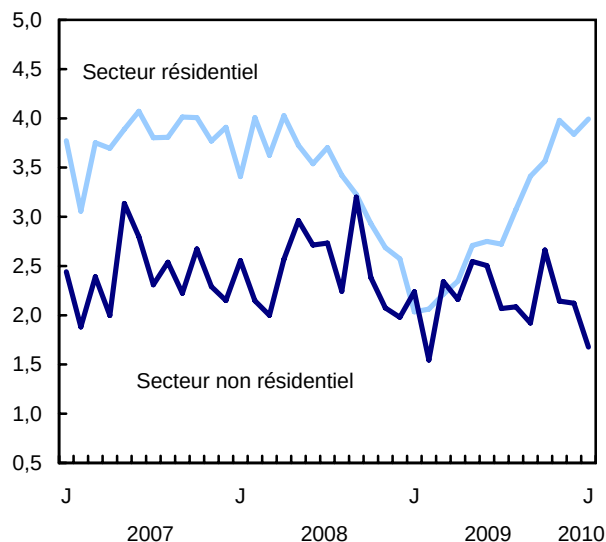
Les augmentations dans sept provinces ont fait passer la valeur des permis des logements unifamiliaux à 2,7 milliards de dollars en janvier, en hausse de 7,2 % par rapport à décembre. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux suit une tendance à la hausse depuis mars 2009.

En janvier, les municipalités ont délivré pour 1,3 milliard de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux, en baisse de 1,7 % par rapport à décembre. Cette diminution a fait suite à deux augmentations mensuelles consécutives. La Colombie-Britannique a enregistré la plus forte baisse, suivie de l'Alberta.

À l'échelle nationale, les municipalités ont approuvé la construction de 18 685 nouveaux logements en janvier, en hausse de 1,7 % par rapport à décembre. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux logements unifamiliaux, qui ont affiché une hausse de 6,9 % pour atteindre 9 285 unités. Le nombre de logements multifamiliaux approuvés a diminué de 2,9 % pour s'établir à 9 400 unités.

Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Secteur non résidentiel : baisses des composantes commerciale et institutionnelle

Dans la composante commerciale, les municipalités ont délivré pour 982 millions de dollars de permis en janvier, en baisse de 28,3 % par rapport à décembre. Cette diminution a fait suite à trois augmentations mensuelles consécutives. Le recul noté en janvier est principalement attribuable à des intentions de construction plus faibles pour les immeubles à bureaux et les bâtiments de loisirs en Alberta.

La valeur des permis de construction institutionnelle a diminué de 15,3 % pour s'établir à 439 millions de dollars, en raison d'une diminution dans sept provinces. Les baisses les plus marquées sont survenues dans les permis de bâtir des garderies et des établissements de soins infirmiers, principalement en Ontario, en Alberta et au Nouveau-Brunswick.

Dans la composante industrielle, les intentions ont progressé de 9,4 % pour atteindre 256 millions de dollars, après deux reculs mensuels. L'Ontario était en tête des quatre provinces ayant affiché des hausses des intentions de construction.

L'Alberta et la Colombie-Britannique enregistrent les plus fortes baisses

La valeur totale des permis de bâtir a diminué dans cinq provinces.

Les baisses les plus importantes ont été enregistrées en Alberta (-28,5 %) et en Colombie-Britannique (-22,5 %), après que ces deux provinces ont enregistré des hausses en décembre. En Alberta, la baisse était le résultat d'un recul des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale et de logements multifamiliaux. En Colombie-Britannique, elle provenait des deux secteurs résidentiel et non résidentiel.

L'Ontario a affiché la hausse la plus importante en raison d'augmentations dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Au Québec, l'augmentation était attribuable au secteur résidentiel.

La valeur des permis est à la baisse dans plus de la moitié des régions métropolitaines

La valeur totale des permis s'est repliée dans 18 des 34 régions métropolitaines de recensement.

Les baisses les plus importantes ont été enregistrées à Calgary, à Vancouver et dans le Grand Sudbury. À Calgary, la baisse a été observée principalement dans la composante commerciale, à la suite d'une augmentation marquée en décembre.

Vancouver a enregistré une baisse des permis de bâtir dans chaque composante, à l'exception des logements unifamiliaux. Dans le Grand Sudbury, le recul est survenu après une forte hausse en décembre, lorsque les entrepreneurs ont pris un grand nombre de permis avant l'augmentation des frais, laquelle est entrée en vigueur en janvier 2010.

En revanche, les hausses les plus marquées ont été observées à Toronto et à Montréal. À Toronto, l'augmentation était attribuable à des progressions dans toutes les composantes, à l'exception des permis de construction institutionnelle. À Montréal, la hausse a été observée dans le secteur résidentiel.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de janvier 2010 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-X, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir de février seront diffusées le 7 avril.

Pour commander des données, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.gc.ca). Pour obtenir plus

de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-0087, Division de l'investissement et du stock de capital.

Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada

	Janvier 2009	Novembre 2009	Décembre 2009 ^r	Janvier 2010 ^p	Décembre 2009 à janvier 2010	Janvier 2009 à janvier 2010
Données désaisonnalisées						
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	10 905	17 930	18 368	18 685	1,7	71,3
Unifamilial ¹	5 850	8 990	8 686	9 285	6,9	58,7
Multifamilial	5 055	8 940	9 682	9 400	-2,9	86,0
	millions de dollars				variation en %	
Total	4 273,4	6 123,0	5 960,7	5 670,9	-4,9	32,7
Résidentiel	2 034,8	3 979,6	3 837,7	3 993,5	4,1	96,3
Unifamilial	1 349,8	2 658,4	2 479,7	2 658,7	7,2	97,0
Multifamilial	684,9	1 321,2	1 358,0	1 334,8	-1,7	94,9
Non résidentiel	2 238,7	2 143,4	2 123,0	1 677,4	-21,0	-25,1
Industriel	208,8	297,8	233,9	256,0	9,4	22,6
Commercial	1 195,6	1 178,9	1 370,3	982,0	-28,3	-17,9
Institutionnel	834,3	666,7	518,8	439,4	-15,3	-47,3

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les chalets et les maisons mobiles.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Janvier 2009	Novembre 2009	Décembre 2009 ^r	Janvier 2010 ^p	Décembre 2009 à janvier 2010	Janvier 2009 à janvier 2010
Données désaisonnalisées						
	millions de dollars				variation en %	
Canada	4 273,4	6 123,0	5 960,7	5 670,9	-4,9	32,7
Résidentiel	2 034,8	3 979,6	3 837,7	3 993,5	4,1	96,3
Non résidentiel	2 238,7	2 143,4	2 123,0	1 677,4	-21,0	-25,1
Terre-Neuve-et-Labrador	49,4	74,8	66,8	96,0	43,7	94,4
Résidentiel	44,7	59,2	56,5	83,5	47,9	87,1
Non résidentiel	4,7	15,6	10,3	12,4	20,7	163,5
Île-du-Prince-Édouard	12,5	11,2	11,8	11,3	-4,5	-9,4
Résidentiel	6,6	7,1	10,0	9,5	-5,0	43,4
Non résidentiel	5,8	4,2	1,8	1,8	-2,0	-69,4
Nouvelle-Écosse	87,9	137,5	112,1	133,4	19,0	51,7
Résidentiel	49,6	70,3	87,6	104,4	19,2	110,3
Non résidentiel	38,3	67,3	24,5	29,0	18,2	-24,3
Nouveau-Brunswick	67,4	97,9	107,6	57,0	-47,0	-15,5
Résidentiel	35,1	63,0	52,9	34,8	-34,1	-0,8
Non résidentiel	32,3	34,9	54,7	22,2	-59,5	-31,4
Québec	904,4	1 129,7	1 125,8	1 246,1	10,7	37,8
Résidentiel	612,5	790,0	781,5	986,4	26,2	61,0
Non résidentiel	291,9	339,7	344,3	259,8	-24,6	-11,0
Ontario	1 962,7	2 437,3	2 162,0	2 310,5	6,9	17,7
Résidentiel	733,9	1 608,6	1 424,0	1 461,4	2,6	99,1
Non résidentiel	1 228,8	828,8	737,9	849,2	15,1	-30,9
Manitoba	106,7	192,3	106,5	122,2	14,8	14,5
Résidentiel	67,5	116,4	84,0	101,0	20,2	49,5
Non résidentiel	39,2	75,9	22,5	21,3	-5,5	-45,7
Saskatchewan	174,1	125,0	151,3	121,1	-20,0	-30,4
Résidentiel	91,0	80,3	76,5	80,5	5,2	-11,6
Non résidentiel	83,1	44,7	74,8	40,6	-45,7	-51,1
Alberta	572,5	1 120,3	1 225,6	876,5	-28,5	53,1
Résidentiel	217,8	630,8	593,4	600,6	1,2	175,8
Non résidentiel	354,7	489,5	632,2	275,9	-56,4	-22,2
Colombie-Britannique	329,8	779,3	883,7	684,6	-22,5	107,6
Résidentiel	172,2	538,7	665,3	528,4	-20,6	206,9
Non résidentiel	157,6	240,6	218,4	156,2	-28,5	-0,9
Yukon	5,7	8,6	5,8	2,7	-53,8	-53,2
Résidentiel	3,6	7,7	5,4	2,6	-52,0	-28,0
Non résidentiel	2,2	0,9	0,4	0,1	-76,5	-95,2
Territoires du Nord-Ouest	0,4	5,3	1,8	1,4	-22,7	236,9
Résidentiel	0,3	3,9	0,7	0,4	-38,7	69,4
Non résidentiel	0,2	1,5	1,1	0,9	-12,0	523,2
Nunavut	0,0	3,7	0,0	8,1	...	...
Résidentiel	0,0	3,7	0,0	0,0	-100,0	...
Non résidentiel	0,0	0,0	0,0	8,1	...	...

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Janvier 2009	Novembre 2009	Décembre 2009 ^r	Janvier 2010 ^p	Décembre 2009 à janvier 2010	Janvier 2009 à janvier 2010
Données désaisonnalisées						
	millions de dollars				variation en %	
Total	3 089,1	4 631,5	4 463,5	4 192,0	-6,1	35,7
St. John's	29,8	50,7	43,6	73,5	68,6	147,0
Halifax	30,9	69,1	34,5	75,5	118,9	144,3
Moncton	9,7	18,9	51,4	8,1	-84,3	-16,6
Saint John	9,2	21,8	23,9	9,4	-60,7	1,7
Saguenay	12,1	14,6	7,5	7,4	-1,1	-38,6
Québec	128,5	137,5	115,6	149,1	28,9	16,1
Sherbrooke	20,0	31,9	20,2	33,4	65,7	67,2
Trois-Rivières	11,6	40,5	13,7	18,4	34,1	58,0
Montréal	418,2	537,1	552,1	640,5	16,0	53,2
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	138,2	290,1	208,4	184,9	-11,3	33,8
Partie Gatineau	56,3	34,2	57,5	60,3	4,8	7,0
Partie Ottawa	81,9	255,9	150,9	124,6	-17,4	52,1
Kingston	11,0	13,7	19,0	10,3	-46,1	-6,8
Peterborough	6,2	12,7	13,3	6,5	-51,2	5,5
Oshawa	116,1	78,1	62,4	78,2	25,4	-32,6
Toronto	930,3	1 070,7	999,6	1 182,4	18,3	27,1
Hamilton	31,1	164,4	86,0	86,1	0,1	176,9
St. Catharines-Niagara	12,8	78,4	34,8	32,1	-7,6	151,5
Kitchener	46,2	108,2	171,9	237,4	38,1	413,7
Brantford	8,0	5,2	9,4	12,3	31,5	53,2
Guelph	7,7	33,2	27,1	21,9	-19,1	184,4
London	39,4	114,9	43,2	84,3	95,3	113,6
Windsor	23,7	24,3	9,4	14,0	49,0	-41,2
Barrie	229,0	21,2	11,0	15,6	42,0	-93,2
Grand Sudbury	7,6	22,1	145,6	6,9	-95,3	-10,0
Thunder Bay	5,4	6,6	3,3	1,3	-60,3	-75,7
Winnipeg	60,6	140,0	67,9	67,2	-1,1	10,8
Regina	71,2	32,8	63,8	33,8	-47,0	-52,6
Saskatoon	54,1	48,3	58,6	40,5	-31,0	-25,2
Calgary	175,4	316,8	545,0	280,5	-48,5	59,9
Edmonton	226,4	527,4	306,2	304,4	-0,6	34,4
Kelowna	40,9	33,2	44,1	31,3	-29,0	-23,5
Abbotsford-Mission	5,7	12,6	12,3	12,4	0,3	115,4
Vancouver	138,2	485,6	590,3	370,9	-37,2	168,4
Victoria	33,6	69,0	68,5	61,6	-10,1	83,3

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



Indices de prix des services de comptabilité 2008

L'Indice de prix des services de comptabilité (IPSC, 2000=100), qui mesure les variations de prix des services de comptabilité au fil du temps, comme la vérification, la préparation des déclarations fiscales et la tenue de livres, est maintenant offert pour 2008.

L'IPSC s'est accru de 2,9 % de 2007 à 2008. Les prix ont augmenté dans toutes les catégories de services de comptabilité, allant d'une hausse de 1,6 % pour les services de tenue de livres et de comptabilité générale à une hausse de 3,6 % pour ceux liés à la vérification, à l'examen et aux services connexes.

C'est en Alberta (+7,4 %) que les prix ont augmenté le plus rapidement, alors que la hausse la moins rapide a été observée dans les provinces de l'Atlantique (+1,1 %).

Les données de l'IPSC sont diffusées à l'échelle nationale et régionale.

Données stockées dans CANSIM : tableau 326-0014.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2334.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-4550 ou composez sans frais le 1-888-951-4550 (ppd-info-dpp@statcan.gc.ca), Division des prix à la production. Télécopieur : 613-951-3117. ■

Données administratives longitudinales 1982 à 2007

Les données de 2007 ont été ajoutées à la banque de Données administratives longitudinales (DAL). Cette banque de données s'étend désormais sur une période de 26 ans, soit de 1982 à 2007, et comprend des renseignements sur les particuliers et les familles de recensement.

La banque de DAL, qui représente un échantillon longitudinal de 20 % des déclarants de revenus canadiens, offre aux chercheurs et aux analystes un outil leur permettant d'étudier les changements de revenu que connaissent les particuliers et leur famille. La banque de DAL comprend une grande variété de variables sur le revenu et des caractéristiques démographiques, telles que le revenu d'emploi, le revenu d'emploi autonome, les cotisations à un régime enregistré d'épargne retraite, les pensions alimentaires, l'âge, le sexe et la composition de la famille de recensement. Son vaste échantillon assure des estimations fiables aux échelles du Canada, des provinces, des régions métropolitaines de recensement et de plusieurs régions infraprovinciales au moyen d'aggrégations de codes postaux.

La banque de DAL contient également de l'information tirée de la banque de données longitudinales sur les immigrants. L'échantillon comprend plus de 720 000 immigrants arrivés entre 1980 et 2006 et fournit des renseignements sur leurs caractéristiques à l'arrivée.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4107.

Le *Dictionnaire des données administratives longitudinales*, 2007 (12-585-X, gratuit), sera offert bientôt. Des totalisations spéciales englobant les données de 2007 sont maintenant en vente (13C0019, prix variés). Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9720 ou composez sans frais le 1-866-652-8443 (infodra@statcan.gc.ca), Division des données régionales et administratives. Télécopieur : 613-951-4745 ou composez sans frais le 1-866-652-8444. ■

Nouveaux produits et études

Nomenclature canadienne des exportations, 2010

Numéro au catalogue : 65-209-X (PDF, gratuit)

Fichier des particuliers, (fichiers de microdonnées à grande diffusion) du Recensement de 2006, année de recensement 2006

Numéro au catalogue : 95M0028X (DVD, 1 115 \$)

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :

1-877-287-4369

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.gc.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.gc.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2010. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.